

Urgence climatique : Ottawa doit respecter ses engagements

L'urgence climatique est bien réelle. Nous savons pertinemment que les températures à l'échelle planétaire continueront de se réchauffer, pour atteindre 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, probablement d'ici 2040. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été catégorique dans son dernier rapport : pour espérer limiter le réchauffement à une moyenne de 1,5 °C, une réduction immédiate et draconienne des émissions dans tous les secteurs est essentielle. Néanmoins, nous devons garder en tête que chaque geste compte, qu'aucun effort n'est vain, car, bien que les températures aient commencé leur ascension depuis plusieurs années, nous avons les moyens, et la responsabilité, de ralentir ce processus pour en atténuer les conséquences.

Évidemment, pour relever le défi qu'est la lutte et l'adaptation aux changements climatiques, nous devons investir des sommes considérables en transports collectifs et en infrastructures. Nous devons préparer nos collectivités aux répercussions de la hausse des températures planétaires : les canicules plus fréquentes, des épisodes météorologiques violents, des inondations plus récurrentes également. Au Québec, la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre (GES) passe impérativement par le transport collectif, puisque près de la moitié des GES proviennent du secteur des transports. C'est une responsabilité collective qui demande la collaboration du gouvernement du Canada, du Québec, des entreprises et de la société civile.

Or, les efforts du gouvernement du Canada demeurent insuffisants. Pire encore, il a récemment annoncé qu'il n'entend pas respecter l'ensemble des clauses de l'*Entente bilatérale intégrée Canada-Québec* en lien avec le *Programme d'infrastructure Investir dans le Canada*, signée en 2018. Le gouvernement s'était en effet engagé à verser des montants inutilisés provenant d'anciens programmes en infrastructures pour des investissements en transport en commun et en infrastructures vertes, deux puissants leviers pour réduire collectivement nos émissions de GES et favoriser notre transition énergétique. Ce sont près de 350 M\$ qui doivent être versés au gouvernement du Québec et qui sont destinés aux municipalités, mais qui aboutiraient, finalement, dans les coffres du gouvernement du Canada.

Pour l'Union des municipalités du Québec (UMQ), il s'agit d'une énorme déception. Cette décision du gouvernement fédéral nous semble incohérente pour deux raisons. Premièrement, elle contrevient aux ententes intergouvernementales signées entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec. Et deuxièmement, elle est en contradiction directe avec ce que le gouvernement fédéral identifie comme l'une de ses priorités phares, soit la lutte aux changements climatiques.

Les municipalités sont des leaders dans la lutte contre les changements climatiques. Le milieu municipal québécois a démontré à plusieurs reprises qu'il souhaitait mettre en place des mesures innovantes pour le climat, changer ses façons de faire et collaborer avec les gouvernements du Québec et du Canada pour développer des communautés plus vertes et plus résilientes. Les municipalités ont une grande variété de projets sur leur planche à dessin et, dans le contexte actuel, leur concrétisation doit absolument être accélérée. Cependant, pour y arriver, les municipalités doivent avoir accès à un financement adéquat et prévisible de la part des deux paliers de gouvernements. Les modifications à l'*Entente bilatérale intégrée* suggérées par le gouvernement fédéral viendraient compromettre cette condition de succès.

Pour toutes ces raisons, nous demandons au gouvernement fédéral de reconsidérer sa position et de respecter l'*Entente bilatérale intégrée* qu'il a signée avec le gouvernement du Québec. Autrement, il fait le choix de priver les municipalités de partout au Québec de moyens financiers considérables pour agir de façon efficace et durable en matière de lutte contre les changements climatiques, au détriment de l'avenir de nos communautés et de nos régions.

Pour consulter l'*Entente bilatérale intégrée* : <https://www.infrastructure.gc.ca/prog/agreements-ententes/2018/2018-qc-fra.html>

Daniel Côté
Président de l'UMQ
Maire de Gaspé

Valérie Plante
Présidente du Caucus des grandes villes de l'UMQ
Mairesse de Montréal

Évelyne Beaudin
Mairesse de Sherbrooke

France Bélisle
Mairesse de Gatineau

Stéphane Boyer
Maire de Laval

Julie Dufour
Mairesse de Saguenay

Catherine Fournier
Mairesse de Longueuil

Jean Lamarche
Maire de Trois-Rivières

Gilles Lehouillier
Maire de Lévis

Bruno Marchand
Maire de Québec

Mathieu Traversy
Maire de Terrebonne